

Thilo Sarrazin : extrait de "comment l'islam fait obstacle au progrès et menace la société"

écrit par Jean Schoving | 28 novembre 2020



THILO SARRAZIN

Thilo Sarrazin est considéré comme l'un des personnages politiques les plus marquants d'Allemagne fédérale. Longtemps membre du SPD, il a fait scandale avec ses écrits sur l'islam. Avec *Deutschland schafft sich ab* (« L'Allemagne se supprime elle-même », livre politique le plus vendu de la décennie) il a écrit en 2010 un ouvrage à succès qui a donné lieu à un grand débat politique et a fait de lui un homme considéré comme l'archétype de l'islamophobe. Dans son dernier livre, il se demande à quel point l'islam et à quel point l'immigration de musulmans en Europe constituent un danger pour l'avenir de la société européenne. Les sentiments de malaise sont-ils l'expression de peurs injustifiées voire des préjugés inconscients ou bien ont-ils un noyau rationnel ?

Commentaire de l'un de ses lecteurs allemands sur Amazon

:J'ai rarement lu un livre qui fait l'objet d'une recherche aussi minutieuse et précise que celui ici. Thilo Sarrazin a vraiment bien réussi à réinstifier ses thèses afin qu'elles soient pratiquement inattaquables.

Je vous propose ci-dessous la traduction d'un extrait de son dernier livre, datant de 2018, *Feindliche Übernahme – Wie der Islam den Fortschritt behindert und die Gesellschaft bedroht* Feindliche Übernahme – OPA Hostile-Comment l'islam fait obstacle au progrès et menace la société. Son éditeur l'a refusé par crainte que ce livre ne renforce le rejet de l'islam en Allemagne, mais Thilo Sarrazin a fini par trouver un autre éditeur.

Traduction des pages 57 – 60 à

L'islam et la souveraineté temporelle

Plus on prend l'islam à la lettre et plus la conclusion qui s'impose est que la domination temporelle ne peut trouver sa légitimation qu'en Dieu et devrait être à vrai dire domination divine. Dans le cas contraire, elle n'a aucune légitimité. À l'époque de Mahomet, il ne pouvait y avoir aucun doute à ce sujet. Il était en même temps envoyé de Dieu, législateur et souverain temporel sur des croyants. Après sa mort, le rôle de souverain temporel a été repris par le calife, dont la domination sur les croyants et les mécréants était légitimée à travers Dieu. Dans le conflit pour la succession légitime du calife, les sunnites et les chiites se séparaient rapidement après la mort de Mahomet. Mais un califat homogène n'était pas possible à longue échéance, déjà parce que le domaine de domination islamique s'étendait à un point tel et que les révolutions, les guerres et les conquêtes modifiaient constamment les rapports de force dans le monde islamique. Néanmoins, l'idée que la souveraineté temporelle devait être légitimée par Dieu s'est maintenue jusqu'à ce jour dans le monde islamique et a même gagné partiellement du terrain :

- **En Arabie saoudite,** la dynastie a entretenu dès les

années trente du siècle précédent des rapports très étroits avec les religieux conservateurs. Ceux-ci soutenaient la légitimité de la domination terrestre, en contrepartie de quoi on leur accordait un pouvoir d'interprétation très vaste de l'islam conservateur qui y était pratiqué et dont les enseignements ont été et sont répandus dans le monde entier avec l'aide des milliards pétrolifères saoudiens.

- **En Iran** a été créé en 1979 une sorte d'État de Dieu avec la révolution des ayatollahs : la démocratie peut être pratiquée, mais uniquement à l'intérieur des limites fixées par le Conseil des Gardiens des savants religieux. Ceux-là déduisent leur légitimation pour intervenir dans les affaires profanes directement de leur interprétation de la révélation coranique et parlent quasiment « ex cathedra ». Ils ont réussi ce que les papes du Moyen-Âge ne sont pas parvenus à imposer lors de la querelle des investitures avec les empereurs allemands.
- **Au Pakistan, au Bangladesh, en Malaisie et en Indonésie**, la constitution séculière reprise de l'époque coloniale a été plus ou moins décalée en direction d'un État explicitement islamique, ce qui a pour effet que des éléments juridiques de la charia prennent de plus en plus de place dans les lois de l'État.
- **La voie suivie par la Turquie n'est pas claire.** Le fondateur de l'État, Kemal Atatürk, l'avait conçu comme république séculière après la Première Guerre Mondiale. Sous la domination du parti AKP et du président Erdoğan, la Turquie semble quitter le chemin de la démocratie et se diriger vers un État islamique beaucoup plus marqué. Certains aspects de l'attitude d'Erdoğan font penser à un calife. Est-ce un hasard ou une méthode, on ne sait pas trop.
- **Abou Bakr al-Baghdadi, le chef du groupe terroriste État Islamique (É.I.)** se considère lui-même comme nouveau calife et l'État Islamique comme nouveau califat. Lui et

ses partisans voient le terrorisme exercé par l'É.I. comme le nouveau djihad. Au plan de l'histoire et de la philosophie religieuse, un cercle se referme ici.

Islamisme et terrorisme

Sayyid Qutb était le deuxième grand penseur des Frères musulmans à côté d'Hassan al-Banna [...] Dans son raisonnement, il a poursuivi dans un sens radical l'idéologisation de l'islam commencée par al-Banna et avec sa théorie d'un ordre islamique, il est devenu le précurseur de l'islam militant dans la seconde moitié du vingtième siècle. Exécuté par pendaison en 1966, il est considéré comme le théoricien en chef du terrorisme islamique : *« L'homme blanc nous foule aux pieds. Alors qu'à l'école, nous parlons à nos enfants de sa civilisation, de ses principes supérieurs et de son noble exemple [...] Essayons de répandre la semence de l'aversion, de la haine et de la vengeance dans les cœurs de nos millions d'enfants [...] Et soyons sûrs que le colonialisme occidental va trembler, quand il nous verra répandre cette semence. »*

L'islamisme est une tendance religieuse politique de l'islam, il mise sur l'établissement de l'islam et la création d'une société islamique à l'aide de moyens politiques. Le germe de l'islamisme se trouve dans l'islam même : les islamistes étendent la revendication de la vérité religieuse à une revendication de domination politique. Au sens large, les objectifs par exemple de l'AKP d'Erdoğan en Turquie ou des Frères musulmans en Égypte peuvent être qualifiés d'islamistes. L'islamisme politique peut se servir de moyens démocratiques, il n'est pas forcément violent. On peut se demander ce qui arrivera une fois que des islamistes seront au pouvoir et ne le céderont plus ou s'ils veulent irrévocablement transformer l'État en entité islamique.

Les transitions entre l'islamisme *politique*, qui s'efforce d'arriver à la transformation paisible des conditions dans un

pays défini, vers un islamisme *missionnaire* expansif qui se répand dans d'autres pays, sont fluctuantes. Déjà le vaste soutien à l'échelle mondiale d'un islam sunnite très conservateur à partir des caisses de l'État d'Arabie Saoudite pose question. Seules des transitions fluctuantes séparent à leur tour l'islamisme missionnaire de l'islamisme *djihadiste*, qui entend propager la véritable croyance par la lutte armée. Il est à peine différent à partir de là de l'islamisme *terroriste*. Le foyer du terrorisme islamiste, Al-Qaïda, avait sa source en Arabie Saoudite. Son fondateur Osama ben Laden provenait d'une famille très riche d'Arabie saoudite et jusqu'en 1992, il menait son activité radicale à partir de l'Arabie saoudite.

Sans les éléments religieux et islamistes, on ne peut même pas expliquer les combats en Irak, la guerre civile en Syrie et l'État terroriste É.I. qui a existé pendant quelques années. Les principales puissances sunnites et chiïtes et ennemis jurés, l'Arabie saoudite et l'Iran, combattent l'un contre l'autre pour gagner en influence. L'Arabie saoudite soutient, ainsi que l'a fait également la Turquie pendant longtemps, des groupes de rebelles islamistes, dont les convictions démocratiques sont douteuses et dont les rapports avec le terrorisme sont parfois très étroits. La plupart tombent toutefois d'accord pour rejeter l'É.I. Les chrétiens à leur tour se positionnent généralement du côté du dictateur alévi, Assad, car il est en Syrie l'unique garant de leur liberté de culte et de leur sécurité corporelle. La Syrie et l'Irak montrent malheureusement sans équivoque que dans le monde islamique, il est en grande partie à peine possible de tracer des limites claires entre les démocrates et leurs ennemis, musulmans libéraux et islamistes, islamistes et terroristes. Quel que soit l'endroit où l'occident est intervenu au cours des 40 dernières années dans le monde islamique – Afghanistan, Irak, Libye, Syrie -, il a remplacé un désordre par le chaos, renforcé islamisme et terrorisme et créé au bout du compte les conditions pour importer le terrorisme en Europe.

Le problème depuis l'islamisme jusqu'au terrorisme réside dans la tradition prédominante de l'islam. L'écrivain français et musulman libéral, Tahar Ben Jelloun, dit à ce sujet : « *En règle générale (...), les musulmans n'acceptent pas le système de la laïcité. Car pour eux, l'islam est un tout, une religion, une morale, une idéologie, une pratique quotidienne... Le croyant ne peut pas se représenter qu'un pays musulman puisse séparer la mosquée de l'État. Cela n'est pas impossible, mais à part la Turquie, encore aucun État dont la religion est l'islam, n'a osé la laïcité.* » Depuis cette déclaration, trois ans se sont écoulés. Au cours de cette période, nous avons pu voir que la démocratie turque était en grande partie supprimée sous la direction du chef islamiste de l'AKP, Erdoğan.

Traduction par Jean Schoving pour *Résistance républicaine*

Grâce à la Licra qui nous a réclamé plus de 5000 euros de « dédommagements » à elle alloués par le tribunal et qui, en sus, a fait appel en cassation d'un procès que j'avais pourtant gagné, nous devons prendre un avocat de cassation, ce qui coûte plus de 5000 euros également... Soit plus de 10 000 euros à régler en un mois !

Merci à tous ceux qui le peuvent de nous donner un petit coup de pouce pour faire face aux frais de justice, pour ne pas succomber au harcèlement judiciaire. Nous devons faire appel, aller en cassation, à la CEDH... pour ne pas laisser s'installer des jurisprudences terribles pour les Résistants à l'islamisation. Un procureur a même demandé de la prison ferme contre moi ; il nous faut, plus que jamais, nous battre, avec tous les moyens possibles, pour éviter les condamnations répétées susceptibles de mener à la prison et, pour cela, il faut, plus que jamais pouvoir payer des avocats, faire appel en cassation...

Merci à tous ceux qui le peuvent sans se serrer la ceinture,

bien évidemment.

Pour nous aider, merci d'envoyer soit un chèque à l'ordre de Résistance républicaine, à Résistance républicaine, 101 avenue du général Leclerc, 75685 Paris Cedex 14 ou bien de faire un don via PayPal ou votre carte bleue.

<https://resistancerepublicaine.com/don/>

Merci à tous.

Christine Tasin